

Bombes à sous-munitions Samedi 7 février 2009

«La Suisse doit donner l'exemple»

Par Valérie de Graffenried

L'ancienne conseillère nationale Barbara Haering préside le Centre international de déminage humanitaire de Genève depuis le début de l'année. Ses projets.

Experte des questions de sécurité, de science et d'environnement, Barbara Haering, socialiste et zurichoise, a siégé durant dix-sept ans au Conseil national. Beaucoup la voyaient succéder à Moritz Leuenberger. La voici, parmi de nombreuses autres activités, présidente du Centre international de déminage humanitaire de Genève ([CIDHG](#)). Elle y remplace Cornelio Sommaruga depuis le 1er janvier. Entretien.

Le Temps: Aviez-vous des connaissances du déminage avant d'accepter ce poste?

Barbara Haering: La problématique du désarmement est à l'origine de mon engagement politique. Aider les victimes de guerre et agir pour prévenir les conflits ont toujours fait partie de mes priorités. Ce sont d'ailleurs trois de mes postulats qui sont à l'origine des [rapports du Conseil fédéral sur sa stratégie en matière de désarmement](#), publiés tous les quatre ans. Mes premières interventions au parlement portaient sur cette problématique.

- Vous vous êtes vous-même mise sur les rangs pour succéder à Cornelio Sommaruga?

- Non, la proposition émane de la Confédération. Le CIDHG est une fondation de droit suisse et ce sont les Départements fédéraux des affaires étrangères et de la défense qui, ensemble, ont proposé ma candidature, après m'avoir approchée. Je n'ai bien sûr pas hésité. Je suis particulièrement heureuse de pouvoir aujourd'hui, même si j'ai quitté la politique parlementaire, continuer à m'engager sur les deux thèmes qui me sont chers: le désarmement avec le CIDHG et les sciences, en siégeant au Conseil des EPF et au «European Research Area Board», où j'ai été nommée par la Commission européenne.

- En quittant son poste, Cornelio Sommaruga a déclaré que le centre devait relever un nouveau défi, celui de «passer de l'humanitaire au développement». Concrètement, qu'allez-vous faire?

- En fait, les différentes missions du centre se trouvent à l'interface de la politique de sécurité, de l'humanitaire, de l'aide d'urgence et du [développement](#). Outre les activités directement liées au déminage, nous soutenons les autorités nationales dans le développement de leurs capacités d'expertise de lutte anti-mines à diffuser les informations sur le danger de ces armes, dans les écoles par exemple. Cela permet d'agir sur le plus long terme. Aider les populations touchées à redévelopper une activité agricole sur les sols qui ont été déminés est important. Pour que nos actions soient plus efficaces, nous devons aussi promouvoir la bonne gouvernance des actions anti-mines dans les pays dans lesquels nous travaillons.

- Quel est le premier défi que vous comptez relever?

- Dans l'immédiat, nous aimerions élargir le Conseil de fondation - composé aujourd'hui de [18](#)

[membres](#) – pour avoir plus de pays engagés et concernés par la problématique et la politique du déminage «à bord».

– Le CIDHG a mis Genève au centre de l'action mondiale contre les mines. Or, la Suisse, qui participe d'ailleurs à son budget de 15 millions à hauteur de 60%, est tiraillée sur le dossier des bombes à sous-munitions entre le Département de la défense et les Affaires étrangères. On l'a vu à propos du [récent Accord d'Oslo](#). Gênant?

– Je retiens surtout le fait que, malgré ces tiraillements, la Suisse a fait partie des premiers pays à avoir signé la Convention d'Oslo qui veut interdire les bombes à sous-munitions. Nous espérons qu'elle sera aussi un des premiers à la ratifier. La Suisse doit montrer l'exemple en matière de désarmement. Le CIDHG abrite le secrétariat de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, nous aimerions aussi appuyer les Etats parties à la Convention d'Oslo, pour pouvoir agir sur sa mise en œuvre. Si la Suisse doit être un des premiers pays à ratifier l'accord, j'espère aussi qu'elle détruira rapidement son stock de bombes à sous-munitions...

– Justement: le Département suisse de la défense disposerait d'un stock d'environ 200000 bombes à sous-munitions. Comptez-vous intervenir pour qu'il soit détruit rapidement? Le délai de huit ans prévu par la convention est long...

– Le CIDHG n'intervient pas directement auprès des gouvernements. Si la Suisse veut être respectée, elle doit le faire d'elle-même.